

STATEMENTS
AND
SPEECHES



DÉCLARATIONS
ET
DISCOURS

90/16

Notes pour une allocution du
très honorable Brian Mulroney,
Premier ministre du Canada,
à l'occasion du Sommet de la Conférence
sur la sécurité et la coopération en Europe

Paris (France)

1e 19 novembre 1990

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

La semaine dernière, à l'occasion du jour du Souvenir, alors que je me recueillais devant le Cénotaphe à Ottawa, le premier souffle de l'hiver portait les sons du canon et du clairon, la musique du sacrifice et de la douleur. Je pensais alors aux 100 000 jeunes Canadiens et Canadiennes qui reposent sur la crête de Vimy, à Dieppe, à Ortona et dans d'autres champs de bataille européens. Je songeais aussi aux monuments semblables qui se dressent à Londres, à Leningrad, à Berlin -- et aux tombeaux du soldat inconnu de Washington et de Paris. Et je me suis rappelé une fois de plus notre histoire commune, les expériences que nous avons partagées, bonnes et mauvaises, et l'importance des enjeux qui s'imposent à nous tous, Canadiens, Américains et Européens, dans la construction de la nouvelle Europe.

Le Canada est un pays d'Amérique du Nord dont les racines plongent profondément dans les cultures riches et diverses de l'Europe. Nous avons vécu nous aussi les luttes et les triomphes qui ont eu l'Europe pour théâtre. Nos valeurs se sont forgées dans le creuset du Nouveau Monde, se sont enrichies au contact de gens venus de tous les horizons, mais elles n'en portent pas moins la marque de l'Europe.

Nos premiers échanges commerciaux, de fourrures et de bois, se sont faits avec l'Europe, et notre arrière-pays a été révélé par des explorateurs français et des agents anglais de la Compagnie de la baie d'Hudson. L'économie du Canada demeure liée directement à celle de l'Europe par un commerce et des investissements mutuellement avantageux.

Les ravages de deux guerres mondiales nous ont enseigné que la sécurité est indivisible, que la paix au Canada est menacée si l'Europe est en guerre, qu'un coup de feu tiré sur le Rhin ou l'Elbe ou le Danube retentit dans la vallée du Saint-Laurent et jusque dans les vastes prairies canadiennes avant de se répercuter dans le cours de notre histoire commune.

Le Canada a en Europe des intérêts concrets, durables, incontournables. Des intérêts qui tiennent à notre appartenance à l'OTAN, à nos relations avec la Communauté européenne et à l'importance du rôle que la CSCE est appelée à jouer.

Il y a quinze ans, lorsque les dirigeants de l'Est et de l'Ouest se sont réunis pour la première fois sous les auspices de la CSCE à Helsinki, l'Europe était en proie à l'antagonisme et à la méfiance. Ils ont engagé ce jour-là un long processus de réconciliation dont dépendaient notre sécurité et notre mieux-être à tous. Certains n'y croyaient pas, craignant que les promesses de la CSCE ne soient que des vœux pieux, que ses rêves de liberté et de démocratie ne meurent sur le terrain aride de la géopolitique et de l'idéologie. Mais les dirigeants de l'Ouest sont restés inébranlables dans leurs convictions. Le rêve a survécu, grâce à la puissance d'une idée invincible et au courage

de personnes exceptionnelles, tels les Havel, les Antall, les Mazowiecki et tant d'autres qui ne sont pas à cette table aujourd'hui. Et aujourd'hui les rêves conçus par la CSCE sont en train de se réaliser.

Nous applaudissons tous à son succès. Mais nous ne serions pas réunis au sommet aujourd'hui pour inaugurer la nouvelle Europe s'il n'y avait eu la vision et le courage d'un homme en particulier, le Président Gorbatchev. Il a su reconnaître le désir de paix qui bat dans le coeur et dans l'esprit de chaque homme et de chaque femme. Il a pris d'énormes risques personnels pour ouvrir des voies de coopération qui ont fait de la division Est-Ouest de l'Europe un souvenir désormais relégué aux livres d'histoire. Le Président Reagan et le Président Bush, eux, par leur résolution ferme et leur leadership constructif ont rendu possible l'extraordinaire progrès que cette assemblée célèbre aujourd'hui.

Nous voici donc réunis pour célébrer l'avènement d'une Europe enfin unie dans la paix et la liberté. Une Europe nouvelle dont le symbole concret est la réunion de l'Allemagne sous l'étendard de la démocratie. Le Canada tient à féliciter chaleureusement le Chancelier Kohl et ses collègues, et il se joint à tous les Allemands pour célébrer leur réalisation historique et la contribution qu'ils apportent ainsi à la paix et à la prospérité de l'Europe.

Le Sommet d'aujourd'hui marque la fin de la guerre froide, officiellement et, espérons-le, pour toujours. Et il marque l'avènement d'une structure qui, à la grandeur de l'Europe et par-delà l'Atlantique, va soutenir la liberté et la démocratie, la justice et l'idéal. La déclaration émise ce matin, par laquelle 22 pays naguère divisés en deux blocs antagonistes s'engagent à des relations amicales, établit d'importants nouveaux principes. L'accord historique de réduction des forces conventionnelles signé ce matin constitue un premier pas dans l'application de ces principes. Et la série de mesures de confiance et de sécurité qui nous sont proposées marque un réel progrès vers l'établissement d'une confiance mutuelle sans laquelle il ne peut y avoir de paix. Mais la tâche d'assurer à nous-mêmes et à nos enfants un avenir serein et prospère n'est jamais terminée. L'OTAN continue d'assurer une stabilité essentielle dans un monde en pleine mutation; mais nous croyons que cette stabilité est possible à des niveaux beaucoup moindres d'armement classique et nucléaire. Les négociations visant à réduire les arsenaux stratégiques devraient aboutir bientôt. Et nous devons sans tarder nous remettre à la tâche afin de réduire encore davantage les forces conventionnelles.

D'ici là, nous avons une institution à bâtir. Si on

veut que la CSCE réalise son plein potentiel, il faudra absolument qu'elle puisse compter sur une direction politique permanente. Le Canada approuve la création d'un cadre de rencontres régulières entre chefs de gouvernement, ministres et fonctionnaires. Le Canada appuie aussi l'idée d'une assemblée parlementaire où des représentants élus de chacun des 34 pays pourraient se réunir et coopérer dans des domaines d'intérêt commun. Des parlementaires canadiens participeront d'ailleurs activement à la définition du mandat et des mécanismes de cette assemblée. La CSCE doit aussi, en association avec des organisations existantes, permettre à ses membres de coopérer dans le domaine de l'environnement, afin de contrer ces nouvelles menaces inédites à notre sécurité collective.

Nous sommes entrés dans un monde où les conventions de la souveraineté nationale nous enferment dans un cadre trop étroit lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes mondiaux et régionaux de plus en plus vastes, comme la dégradation de l'environnement, la dette, la drogue, la croissance démographique et les droits de la personne. Ce dont nous sommes témoins, contrairement à ce qui se dit dans certains milieux, ce n'est pas la fin de l'Histoire telle que nous la connaissons, mais plutôt la disparition des limites de la géographie, et le degré d'interdépendance que cela nous impose. L'intégration économique s'est accélérée à l'intérieur des régions -- en Asie, en Amérique du Nord et surtout ici en Europe -- ainsi qu'entre les régions. Il s'agit là d'une évolution positive qui, si elle est encadrée avec soin, peut favoriser la prospérité et servir la cause de la paix.

Mais cet effort d'intégration régionale comporte aussi un risque d'exclusion par inadvertance, le risque de faire apparaître un nouveau monde constitué de blocs économiques séparés par des barrières de protection. Il s'agit du genre de risque que personne n'a intérêt à négliger et que tout le monde a intérêt à contrer. Entre-temps, nous devons tenir compte du risque que les désaccords actuels sur les politiques agricoles mettent en péril 40 années de diplomatie économique et les règles mêmes du commerce international. Nous devons régler ce problème, pour le bien de nos propres économies et pour le bien de l'ordre international.

Les relations parmi les pays industrialisés affectent énormément l'ordre international. L'Histoire nous apprend que les Nations Unies ne fonctionnent pas bien lorsque nos relations sont paralysées. Et nous ne connaissons jamais une paix véritable si les nations du monde ne sont unies qu'en théorie. Nous devons donc renforcer la coopération régionale et créer les conditions nécessaires au succès de l'ONU, un objectif qui nous a trop souvent échappé par le passé à cause justement des tensions

que nous enterrons aujourd'hui.

La fin de la guerre froide nous offre l'occasion de développer, enfin, le plein potentiel de l'ONU. Les hommes d'État qui ont créé l'ONU n'étaient pas des rêveurs. C'était des gens réalistes qui avaient vu, deux fois en une vingtaine d'années, jusqu'où la folie pouvait entraîner le monde. Ils ont donc créé un système qui faisait appel aux meilleures vertus de l'humanité mais tenait compte de ses pires instincts. Dès la fin de la Conférence de San Francisco, le vent glacial de la guerre froide s'était déjà mis à souffler et l'ONU s'est trouvée peu à peu paralysée, incapable d'assurer la sécurité collective, rôle pourtant essentiel à la paix mondiale. La victoire sur la guerre apparaissait plus difficile à remporter que la victoire durant la guerre.

La réaction mondiale à l'agression de l'Irak contre le Koweït nous a fait découvrir l'extraordinaire capacité de l'ONU de préserver la paix et l'ordre. Cette agression, s'il fallait qu'elle réussisse, enlèverait toute substance au droit international et briserait le principe fondamental de la sécurité collective consacré par la Charte de l'ONU. Le véritable enjeu de la crise du Golfe, ce n'est pas le pétrole ou le territoire, ce sont les fondements mêmes de la paix. C'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser passer cette violation flagrante des règles les plus élémentaires de la conduite entre nations.

Pendant des décennies, nous nous sommes armés en prévision de l'Apocalypse et nous y avons englouti des sommes colossales. Juste au moment où il paraissait possible de profiter des "dividendes de la paix", nous voici obligés de dépenser des milliards de dollars dans le golfe Persique. Le Canada supporte à lui seul des coûts extrêmement élevés. Si on considère l'ensemble des pays de la force multinationale, les coûts se chiffrent en dizaines de milliards de dollars. Imaginez l'impact que ces fonds pourraient avoir s'ils servaient à éponger les déficits dans nos propres pays. Imaginez leur impact s'ils pouvaient servir à améliorer le sort des habitants les plus démunis du tiers monde. Imaginez leur impact s'ils servaient plutôt à accélérer la reconstruction de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. La situation actuelle dans le golfe Persique nous oblige à admettre qu'un meilleur contrôle des exportations d'armes doit devenir l'affaire de tout le monde. Car il est évident que le surarmement de l'Irak explique en partie le grave problème que nous vivons. Et il faut renforcer la coopération pour empêcher la prolifération d'engins de destruction massive.

Pour le bien du monde entier, il est nécessaire que l'ONU puisse s'imposer dans ce domaine, comme il est nécessaire qu'elle puisse contrer toutes les nouvelles menaces à notre

sécurité collective. Pour que l'ONU puisse remplir intégralement son rôle, il faut que la CSCE puisse cimenter la communauté d'intérêts des pays de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Ce Sommet n'est pas seulement un adieu à la guerre froide. C'est aussi l'inauguration d'une nouvelle Europe, en paix avec elle-même et associée à la création d'un monde pacifique, juste et prospère. Voilà la promesse que ce Sommet porte en lui. Voilà la promesse que nous devons tenir.